

Notes de synthèse du webinaire:

Suivi & évaluation dans le secteur agricole : quelles sont les capacités ?

2 Décembre 2020

Contexte

EvalForward et le **Réseau Francophone de l'Evaluation** ont organisé un webinaire pour promouvoir un échange des connaissances et attirer l'attention sur les enjeux liés à la création de capacités pour soutenir le suivi et l'évaluation dans le secteur agricole.

Le webinaire a été l'occasion de présenter les résultats de l'étude réalisée par le bureau d'évaluation de la FAO avec EvalForward sur les capacités de suivi et évaluation dans les Ministères de l'Agriculture, suivi par une table ronde avec trois intervenants qui ont participé à l'étude et un représentant du Réseau Francophone de l'Evaluation.

L'examen des capacités de suivi et d'évaluation dans le secteur agricole

L'étude vise à clarifier les activités, les capacités et les dynamiques en matière de suivi et évaluation (S&E) présentes au sein des Ministères de l'agriculture pour contribuer au débat sur la pertinence et l'importance des pratiques de S&E au sein des Ministères de l'agriculture et pour encourager les initiatives ultérieures dans ce secteur.

- [Présentation de l'étude par Aurelie Larmoyer, FAO](#)
- [Note d'information sur l'étude](#)
- [Rapport de l'étude \(en anglais\)](#)

Intervenants à la table ronde

Rodrigue Owoumbou

Responsable Planification et Suivi-Evaluation du Projet de Développement Agricole et Rurale-Deuxième Phase (PDAR2) en cours de démarrage au Gabon.

Ancien Chargé d'Etudes de trois Ministres de l'Agriculture et du Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture du Gabon.



Louissette BAMZOK

Coordonateur National du Projet d'Appui au Développement du Cacao (PADCAO) au Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural du Cameroun.

Avant de prendre en charge ce rôle, elle était Directeur du développement agricole dans le même ministère.



Dreni-Mi Mahamat Djimé

Cadre d'appui à la Direction Générale au Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Équipements Agricoles, avec 22 ans d'expérience dans le domaine de l'agriculture et de responsabilité de programmation et de S&E, dont 9 au poste de Directeur dans diverses directions du Ministère de l'Agriculture.

Président du Réseau Tchadien de Suivi et Evaluation.



Laurent Barbut

Consultant spécialiste de l'évaluation des politiques agricoles et rurales, France.

Administrateur de la Société Française de l'Evaluation (SFE) et Administrateur délégué de la SFE au sein du Réseau Francophone de l'Evaluation.



Principaux messages

Les points ci-dessous sont le produit des présentations et des commentaires partagés par les intervenants et les participants au webinaire.

Enjeux concernant l'établissement des cellules de S&E

- Les cellules chargées de S&E au sein des Ministères de l'Agriculture sont souvent en souffrance par manque de personnel (en qualité et quantité), de matériel et de ressources en général.
- L'absence ou faiblesse de volonté politique et l'absence de culture et d'institutionnalisation de l'évaluation entraîne l'instabilité du personnel dans ces cellules, aggravé par l'instabilité institutionnelle plus générale.
- La volonté politique est indispensable à la stabilité des investissements en suivi et évaluation et le soutien d'interlocuteurs conscients peut être un facteur décisif pour la mise en place ou le renforcement des cellules de S&E.
- L'existence d'une politique nationale d'évaluation devrait aller de pair avec des investissements durables.
- Il faut promouvoir les occasions de renforcement de capacités humaines et matérielles, tels que les webinaires ou la coopération entre les pays, comme instrument de mutualisation et d'échanges de pratiques ou savoirs.
- Les bailleurs de fonds et les partenaires techniques des projets en agriculture fournissent des ressources non négligeables pour le S&E.

Le positionnement des cellules S&E dans les pays

- Parfois le suivi et évaluation est sous la Direction centrale des études et de statistiques, ce qui fait que le S&E est subordonné à la collecte et analyse des statistiques et données.
- Dans le cas de la France, au contraire, le positionnement de la cellule dans la même direction que la statistique agricole est un avantage, car les données sont très importantes pour l'évaluation, notamment les évaluations d'impact mobilisant des analyses contrefactuelles.
- La multiplication des cellules de suivi et évaluation peut paraître une dispersion des moyens. Pourtant, les unités S&E des projets apportent aussi des ressources aux unités centrales. De plus, les travaux de S&E financés sur les projets permettent d'informer l'unité centrale, et si les efforts sont bien coordonnés, les efforts sont mutualisés.

- Les Associations Nationales d'Evaluation (ANÉ) offrent des grands atouts : elles peuvent soutenir le plaidoyer auprès de l'état et des partenaires en faveur de la mise en place de dispositifs S&E et des ressources nécessaires voire d'une politique nationale d'évaluation ; et soutenir le renforcement des capacités.

Aperçu sur la France

- En France, il existe un bureau de l'évaluation au sein du Ministère de l'agriculture depuis des années, mais ses effectifs restent stables et il présente une rotation importante de son personnel.
- L'agriculture est un secteur assez évalué : selon les données de l'Observatoire national des évaluations, elle couvre 10% de toutes les évaluations réalisées et elle est le 10eme secteur évalué sur 25.
- Mais ces évaluations sont principalement demandées par l'UE dans le cadre de la Politique Agricole Commune, on ne peut donc pas dire que l'institutionnalisation soit complètement aboutie.
- Plus de la moitié des évaluations agricoles sont liés aux fonds européens.
- Tout l'enjeu est de rendre l'évaluation pérenne et indépendante de l'obligation européenne.
- Rôle des leaders : le Ministère de l'Agriculture est grand mais la culture de l'évaluation en son sein est liée à quelques personnes.

En complément des points ci-dessus, plusieurs commentaires ont mis en avant la nécessité de travailler à encourager l'utilisation des évaluations et à garantir leur indépendance, gage de leur crédibilité. Aussi, les participants ont posé la question du ciblage pour renforcer les capacités, qui appellent à questionner le rôle que peuvent tenir des évaluateurs indépendants et les ANÉ, par rapport aux fonctionnaires du secteur, pour mutualiser leurs talents et garantir des évaluations de qualité.

Prochaines étapes

EvalForward et le Bureau d'Evaluation de la FAO continuerons à donner suite à ce thème et renforcer les capacités à travers des webinaires, des tables de discussion, des discussions en ligne et des formations spécifiques en collaboration avec ses partenaires.